Numéro 73

Samedi
26 janvier 1980

Prix : 1 F

12, cité Malesherbes
Paris 9e
878.40.73

RIPOSTE

Le quotidien de poche du parti socialiste

Directeur
Georges Fillioud

Crise du pétrole : certains aiment • Parcours fédéral en Loire-Atlantique • La drogue, la morale et la politique • Nucléaire : La Hague et la politique du P.s • Impôt sur les grosses fortunes : Laurent Fabius réclame un débat • Les socialistes pour une nouvelle convention «médecins-sécurité sociale» par François Autain • Clichy : quand un métro chasse trois autobus

Marchais révélé par les textes

Il a menti !

Puisqu'il faut faire la preuve par les textes, la voici. Tout le monde a encore en mémoire le numéro télévisé de Georges Marchais lundi dernier. Certaines des «contre vérités» émises ce jour-là ont déjà été relevées. Comme on a relevé aussi la modification de plusieurs phrases du secrétaire général du P.s dans la version qui en a été publiée par l'*Humanité*.

Mais il y a plus gros encore : c'est la falsification du communiqué commun publié à l'issue du voyage en U.r.s.s en 1975, d'une délégation du P.s conduite par François Mitterrand. Ce communiqué avait été rédigé en commun et publié à Moscou par les délégations du Parti socialiste français et du Parti communiste de l'U.r.s.s.

Au cours de la dernière émission de «Cartes sur table», Georges Marchais s'est servi de ce document à l'appui de sa démonstration «pour justifier l'injustifiable» et faire croire qu'alors, les représentants du P.s avaient approuvé sans réserve les orientations de la politique soviétique et ses résultats, notamment dans la réalisation du socialisme.

Georges Marchais a donc sorti de sa serviette des papiers qu'il a présentés aux téléspectateurs comme étant le communiqué de 1975 et il a précisé qu'il l'avait ramené de Moscou et l'avait fait traduire du russe à Paris. Il a alors fait semblant de lire ce texte. En réalité, il l'a falsifié, soit en ajoutant des mots, notamment des adverbes et des qualificatifs, soit en tronquant tout un passage, dénaturant ainsi le paragraphe sur la construction du socialisme, soit encore en insérant des phrases de son crû ne figurant pas du tout dans le communiqué.

Pour qu'apparaisse bien nettement la malhonnêteté du procédé, nous avons rapproché plusieurs extraits du texte authentique et la «lecture» qui en a été faite par Georges Marchais, telle qu'elle figure dans la sténographie fournie par Antenne 2. La comparaison se passe de commentaire, mais elle appelle une conclusion : Marchais a menti.

Georges Fillioud

Sur la voie du socialisme

LE TEXTE DU COMMUNIQUE DIT :

«Les délégués du Parti socialiste français ont constaté les progrès réalisés par l'U.r.s.s, dans la voie du socialisme, conformément aux plans et conceptions du P.c.u.s» ... (le reste sans changement)

«TRADUCTION» DE MARCHAIS :

«Les représentants du Parti socialiste ont noté le développement heureux de l'U.r.s.s dans la voie du socialisme, l'accroissement du bien être du peuple soviétique, les réalisations des travailleurs soviétiques dans différents domaines de l'activité économique, sociale, culturelle, et scientifique».

REMARQUES :

Le mot «heureux» ne figure pas dans le communiqué.

Marchais a supprimé la phrase «conformément aux plans et conceptions du P.c.u.s».

Sur la détente

LE TEXTE DU COMMUNIQUE DIT :

«la délégation du Parti socialiste a exprimé son appréciation de la contribution constructive de l'Union soviétique au processus de la détente internationale».

«TRADUCTION» DE MARCHAIS :

«La délégation du Parti socialiste français a noté la grande contribution constructive apportée par l'U.r.s.s à la détente internationale».

REMARQUES :

Le mot «grande» ne figure pas dans le texte du communiqué.

Le mot «processus» qui figure dans le communiqué a été supprimé par Marchais.

Les termes «exprimé son appréciation» sont remplacés par «noté», ce qui n'a rien à voir.

Sur la guerre froide

LE TEXTE DU COMMUNIQUE DIT :

«Les deux délégations constatent que les impérialistes et les réactionnaires poursuivent encore leurs tentatives de ressusciter l'esprit de la «guerre froide».

«TRADUCTION» DE MARCHAIS :

«Les deux délégations constatent que les forces réactionnaires et impérialistes poursuivent leurs efforts pour ressusciter l'esprit de guerre froide, accroissent les armements, s'immiscent dans les affaires des autres peuples et pays».

REMARQUE :

Le paragraphe s'arrête bien à «guerre froide». La fin de la phrase lue par Marchais ne figure nulle part dans le communiqué commun P.s-P.c.u.s.

épinglé

«Je crois qu'il faudrait une bien solide mauvaise foi pour contester à l'actuel Chili son évolution sincère et démocratique».

Michel de St-Pierre dans Aspects de la France.

HUMEUR

Le droit de cuissage

En écoutant Georges Marchais à «Cartes sur table» lundi soir, j'ai appris quelque chose qui m'avait échappé jusque là. Ce n'est pas à l'appel des Afghans qu'ont répondu les Soviétiques. C'est à l'appel des Afghanes en lutte. Lasses de devoir passer leur première nuit de noces dans les bras du potentat local, les femmes d'Afghanistan ont réalisé qu'à tout prendre, la dictature d'un prolétaire russe valait infinimement mieux que celle d'un seigneur afghan et qu'il fallait vivre avec son siècle.

Remarquez, Brejnev a beaucoup hésité.

(Suite page 2)

Fondation Jean-Jaurès

Médecins - Sécurité sociale

Pour sortir de l'impasse

par François Autain

La négociation pour le renouvellement de la convention entre les médecins et la sécurité sociale est en train d'achopper, et il semble bien que la rupture soit désormais inévitable. Rupture qui aura pour les assurés des conséquences graves, puisqu'elle restreindra le niveau des remboursements. Rupture qui était prévisible à la suite des mesures gouvernementales de juillet dernier.

L'hypothèse d'un plafonnement des remboursements, dont les patients feraient les frais, est de nouveau évoquée...

Ce qui irait tout à fait dans le sens de la médecine libérale conventionnelle dont le maintien s'avère incompatible avec un haut niveau de protection sociale. La médecine libérale traditionnelle en effet, en l'absence d'une politique gouvernementale réelle, ne semble pas en mesure de faire respecter les principes auxquels les socialistes sont attachés : liberté du médecin, liberté du malade.

La rupture des négociations médecins-sécurité sociale peut fournir au gouvernement le prétexte à décréter une véritable «libération des prix» de la médecine, assortie d'un remboursement plafonné des caisses de sécurité sociale, les patients payant de leur poche la différence entre le montant des honoraires demandés et le sommes remboursées. Différences pouvant varier considérablement d'un médecin à l'autre, et être plus ou moins bien supportées selon le niveau de revenus des patients.

Ce qui irait tout à fait dans le sens de la politique que le gouvernement poursuit depuis plusieurs mois et qui tend à instaurer un système à deux ou même à trois vitesses comportant une protection minimale pour les plus défavorisés et une protection complète pour ceux qui ont le moyen de souscrire des assurances complémentaires.

Les socialistes pensent que ce système conventionnel a vécu et qu'il faut élaborer une nouvelle convention qui favorise l'évolution des pratiques médicales, notamment par la création de centres de santé qui favorisent une médecine «lente» et réhabilitent la pratique de médecine générale, pivot de notre politique de santé.

Il faut discuter la nommenclature des interventions médicales, et la valeur des lettres-clé, de manière que la médecine de contact ne soit pas désavantagée par rapport à la médecine technicienne. De même, nous *préconisons la suppression du droit* permanent à dépassement.

Plus de paiement à l'acte

Dans la convention (et ceci est lié à la création des centres de santé) nous souhaitons que soient prévus d'autres modes de rémunération que le seul paiement à l'acte : paiement à la fonction ou capitation. De même, nous préconisons que les modalités de tiers-payant soient largement étendues.

Et nous pensons que deux conventions doivent être passées : l'une avec les omnipraticiens, et l'autre avec les spécialistes, afin de tenir compte de l'évolution générale des pratiques médicales depuis la signature de la première convention.

IMPOT SUR LES GROSSES FORTUNES

Laurent Fabius écrit au Président de la Commission des Finances

Etant donné l'importance que le P.s attribue à la création d'un impôt sur les *grosses fortunes, Laurent Fabius avait* adressé le 8/2/79 une première lettre à R.A. Vivien, président de la Commission des Finances pour le prier d'inscrire un débat sur ce sujet à l'ordre du jour de la Commission.

Devant les reports successifs de cette discussion, Laurent Fabius *vient de renouveler* sa demande en ces termes : «vous me permettrez de constater que depuis un an un débat fondamental se trouve ainsi reporté de session en session sans que les députés puissent savoir à quel moment ils en seront saisi.

Le gouvernement, *pour sa part, ne fait* rien pour que cette discussion nécessaire vienne à l'ordre du jour. Devant cette situation je ne peux que renouveler ma demande de débat sur cette importante question en vous priant de bien vouloir prendre les mesures nécessaires pour que la Commission des Finances et l'ensemble de l'Assemblée en soient saisi au plus tôt, et dans les meilleures conditions».

Prix des livres : consommation d'abord

La publication des enquêtes du Syndicat national de l'Edition et de la Fédération française des Syndicats de librairies sur les conséquences de la libération du prix des livres (cf. *Riposte* du 18.1.80) vient de provoquer deux réactions intéressantes.

D'une part, la direction de la Concurrence (ministère de l'Economie), dans une déclaration à notre confrère *Le Matin,* fait observer - ce que personne ne conteste mais le problème, justement, est ailleurs - que la hausse moyenne des prix pour l'année 1979 *n'a été «que»* de 8,7% et déclare tout crûement «qu'il est vrai que cela (la nouvelle règlementation) apporte un changement notable pour les libraires, mais que s'il y a des gens qui ne savent pas gérer leur affaire, tant pis. Il faut savoir se battre avec la concurrence, sur le niveau des marges : elles *n'ont pas à être fixées unilatéralement par* les grandes maisons d'édition».

Voilà bien un «Que chacun se débrouille et que le plus fort gagne» dans le droit-fil de la philosophie monoriste.

D'autre part, un porte parole du ministère de la Culture, interrogé également, se contente de renvoyer la balle aux «milieux professionnels» (formulation bien vague dans la bouche d'un fonctionnaire) «qui ont apporté eux-mêmes le dossier aux pouvoirs publics»

Ainsi, tout va bien ; et chacun, en haut lieu, estime avoir fait son devoir en livrant les «petits» libraires (ceux qui n'ont pas le moyen de pratiquer le discount) et les «petits» livres (ceux qui ne bénéficient ni des gros tirages ni de la grande publicité, ceux qu'on montre à la sauvette, à «Apostrophe», pendant que défile le générique) aux lois de la «libre» concurrence.

Que deviennent dans tout cela les lecteurs, ceux qui voudraient trouver sur les rayons de leur libraire autre chose que des piles de Goncourt, des livres-cadeaux et autres livres gadgets à grande diffusion ? Ils devront se faire une raison : rue de Rivoli, comme rue de Valois (et là, c'est plus étonnant), on ne connait plus que des *consommateurs.*

Croqué



V.g.e en Inde

Droit de cuissage

(suite de la première page)

Forcément, un vrai révolutionnaire ne se laisse pas embriguer dans n'importe quelle révolution. L'intervention soviétique ne serait-elle pas taxée d'ingérence dans les affaires intérieures des couples ? N'apparaîtrait-elle pas comme hostile aux droits imprescriptibles des hommes à se déterminer eux-mêmes ?

Force est de reconnaitre que l'Union soviétique a résisté héroïquement à ces maladroites tentatives de diversion, largement suspectes d'impérialisme de surcroit. Et que, tendant une main secourable à ces *filles* en détresse, le petit père des peuples a dépêché ses chars contre le féodalisme lubrique...

Le P.c.f qui voit facilement rouge lorsque les droits des femmes sont en jeu, approuve sans réserve. Pas étonnant que le P.s dont la mysoginie est bien connue et qui *vire à droite* depuis si longtemps, soit «du côté de ceux qui veulent maintenir le droit de cuissage» sic.

Véronique Neiertz

Parcours fédéral

LA LOIRE-ATLANTIQUE
avec Jean Natiez

Jean Natiez (42 ans) est depuis le congrès de Metz premier secrétaire de la fédération de la Loire-Atlantique ; professeur d'histoire il est membre du Parti depuis 1971 animateur du C.e.r.e.s et membre du comité directeur depuis 1975.

Il n'est pas un élu, il est à la tête d'une des plus petites sections du département (Carquefou : 8 adhérents). La fédération compte 1 900 militants, environ, dans un département d'un peu plus d'un million d'habitants. «Un rapport assez faible» constate Jean Natiez.

«Il y a dans ce département une tradition anarcho-syndicaliste très forte qui se manifeste encore à l'heure actuelle par une méfiance à l'égard des structures et des hiérarchies. Ainsi les camarades sont des apôtres de la décentralisation. Notre faiblesse numérique s'explique aussi par les années de crise qu'a traversées la Fédération. Le mariage - mais il est en train de se célébrer - entre la sensibilité laïque et la sensibilité chrétienne, n'était pas évident. Car ici la bataille pour l'école publique est toujours une réalité.

«A remarquer que maintenant nous vivons en parfaite harmonie. Tous les courants (E : 34%, C : 30,31%, et A : 23,24%) sont représentés au secrétariat.

«Notre implantation est en étroit rapport avec le taux de syndicalisation : 25% de nos adhérents sont des ouvriers (dont 19% dans la métallurgie). En revanche nous sommes très peu implantés dans l'industrie textile où travaillent en majorité des femmes.

«Les militants de la Loire-Atlantique sont répartis dans une soixantaine de sections, dont celles de Saint Nazaire (240 adhérents) et celles de Nantes-Nord (200 adhérents)»

— Le Parti est cependant très bien représenté au plan électoral ?

«Nous obtenons 26% des suffrages, le Parti communiste, un peu plus de 13%. Disons que, en gros la gauche recueille 45% des voix. Il y a 220 élus socialistes dont 13 conseillers généraux et 3 députés.

«Nantes et Saint Nazaire, les deux plus grandes villes du département ont à leur tête un maire socialiste. La plupart des villes de la couronne nantaise sont administrées par des municipalités d'union de la gauche, dirigées par des socialistes. Parmi elles, Rezé qui a fêté, en 1979, un demi-siècle d'administration socialiste et Saint Herblain. On peut dire, aussi, qu'en Loire Atlantique, l'union de la gauche au niveau municipal se porte bien».

— En est-il de même entre fédérations du P.s et du P.c ?

«Les relations entre les deux partis se caractérisent... par une absence de rapports. Nous avons fait une quinzaine de propositions d'actions communes : dans 13 cas sur 15, les cellules locales se sont récusées. A la Chapelle sur Erdre - c'est une des deux exceptions - nous avons mené une intéressante action commune pour la défense des immigrés. Il y a deux mois, le P.c nous a violemment pris à parti, lors de sa fête départementale.

— Quelle est la situation de l'emploi en Loire-Atlantique ?

«Le département compte environ 40 000 chômeurs. Le secteur le plus touché c'est celui de la métallurgie navale, à Saint Nazaire. mais le castelbriantais et le pays de Redon souffrent aussi de la crise : dans ces zones traditionnellement agricoles s'étaient installées une mono-industrie pilote de matériel agricole. Tout s'effondre actuellement.

— Quels sont les grands axes de votre travail politique ?

«D'abord en direction des entreprises. La fédération compte une quinzaine de G.s.e ainsi qu'une section d'entreprise (P.t.t à Nantes). Actuellement l'action du secteur «entreprises» a plusieurs directions de réflexion et d'action :la rédaction du «livre noir» du secteur public, l'élaboration d'un inventaire des militants dans les entreprises pour essayer d'y implanter des G.s.e. Un G.s.e S.n.c.f est en cours de constitution.

«Nous prêtons aussi la plus grande attention à la formation. Nous avons une école du Parti, à Nantes, avec une cinquantaine d'inscrits. Nous leur proposons 27 cours-débats dans l'année. Nous organisons sur le thème de la formation des rencontres mensuelles, ouvertes aux sympathisants avec les responsables du Parti.

«Et notre «fête de la rose», le 10 mai prochain, sera précédée par une «semaine de la pensée socialiste».

LA MER

La journée d'étude sur les problèmes de la mer qui devait se tenir le 26 janvier, a été reportée au samedi 9 février. Elle se tiendra au 9e bureau de l'Assemblée nationale sous la supervision de Michel Pezet.

• **LA FEDERATION DU VAUCLUSE** organise un stage communication-propagande le samedi 26 et le dimanche 27 au siège de la Fédération d'Avignon. Le stage sera animé par Joseph Daniel, délégué national à la Communication et Françoise Pradel membre du secteur national Formation.

Manifestations organisées dans le cadre de la PETITION NATIONALE ENERGIE

26 janvier. 6 heures sur l'énergie, à **Melun.**
26 janvier. Procès «Energie - L'avenir du Bassin houiller» à **Lens.**

2 février à Paris
«9 heures» pour une autre politique de l'Energie

7 février. Une semaine de débats à **Epinal, St Dié, Remiremont, Neufchâteau, Charmes.**
7 février. Débat à **Epernay.**
7 février. «6 heures sur l'énergie», à **Toulouse.**
8 février. Débat à **Limoges**
8 février. Débat à **Bourg-en-Bresse**
9 février. Débnat à **Plessis-Robinson**
15 février. Débat à **Romilly.**
23 février. Débat à **St-Ouen-l'Aumône.**
7 au 9 mars. Assises de l'écologie et des énergies nouvelles, à **Lille.**
29 mars. Etats-généraux de l'énergie, à **Cherbourg.**
29 mars. Journée nationale de l'Energie par le Collectif national des 22 organisations, à **Paris.**

QUESTIONS ECRITES

A l'Assemblée

de Jean Michel BOUCHERON
qui considère que la politique de la montagne élaborée par la D.a.t.a.r n'apporte pas de solutions réelles au développement de ces zones défavorisées.

de Jean LABORDE
qui estime nécessaire l'amélioration du statut des internes des Hôpitaux.

de Claude WILQUIN
qui critique le projet de décret sur la réforme des études et du diplôme d'Etat du service social, notamment des dispositions prévoyant l'accroissement du contrôle des D.r.a.s.s sur la sélection, la formation et les diplômes.

de Philippe MARCHAND
qui s'inquiète des difficultés financières rencontrées par les agriculteurs en raison des augmentations successives du coût du fuel.

Au Sénat

de Claude FUZIER
qui demande que la teneur en sel des aliments soit systématiquement portée à la connaissance des consommateurs, pour satisfaire les besoins des nombreuses personnes au régime hyposodé.

de Cécile GOLDET
qui demande que des informations précises soient données sur la situation néo-calédonienne, à la suite des troubles qui ont causé la mort d'un jeune canaque, Théodore Daye.

Télé-P.S.

LECTEURS DE LA LOIRE-ATLANTIQUE ET DE LA SARTHE, VOICI VOTRE DERNIER NUMERO D'ESSAI - POUR CONTINUER A RECEVOIR VOTRE QUOTIDIEN DE POCHE, ABONNEZ-VOUS SANS DELAI !

ACTUEL

Drogue - prétexte (suite)

Trois réactions à signaler depuis la publication de notre article dans *Riposte* d'hier et de la position du P.s inscrite dans le Projet : interrogé sur Antenne 2, un responsable du S.g.e.n Créteil a rappelé que les drogues (dures) avaient tué 117 personnes en France au cours de l'année écoulée et l'alcool 70 000.

Par ailleurs, dans un communiqué, la Fédération nationale de l'Education rappelle que la drogue est «une réalité, non une fatalité», met en garde l'opinion contre le «faux débat entre drogues dures et drogues douces»...«qui se développe dans le Val-de-Marne sur fond de querelle et de règlements de comptes», et rappelle pour conclure que «c'est par l'information, la rencontre et le dialogue que l'on s'opposera efficacement à l'usage de la drogue».

Signalons enfin la prise de position de notre confrère *Le Matin* dont l'éditorialiste, vendredi, note qu'«il n'est jamais mauvais, pour séduire une certaine clientèle électorale, de moraliser autour du thème de la drogue» et que «Le P.c.f et les resonsables du pouvoir l'ont depuis longtemps compris».

Trois réactions, trois points de vue, qui devraient contribuer à ramener le problème - réel - à ses justes proportions et sortir le débat - nécessaire - de la campagne de terreur et de règlements de comptes politiciens lancée par les édiles communistes du Val-de-Marne.

Résumées

Autocritique

«Le texte de la loi de Finances était ambigu». Belle franchise, étonnant aveu dans la bouche de Maurice Papon, ministre du Budget. Une touche d'espoir, il est vrai, tempère l'autocritique : «l'avenir dira si le budget 1980 a été bon ou mauvais. Peut-être deviendra-t-il bon pour certains qui le critiquaient»... Et pour ceux qui le critiquent aujourd'hui après l'avoir défendu hier, Monsieur Papon ?

Tourisme et culture

Un communiqué de l'Elysée nous apprend qu'Anne-Aymone Giscard d'Estaing sera en Grèce les 30 et 31 janvier prochains. Elle y visitera l'exposition «De Manet à Matisse» à la Pinacothèque d'Athènes, puis l'auberge de la Langue française de Saint Jean de Jérusalem. Une occasion pour la présidente de rappeler à ses amis grecs l'attachement de sa famille à cette terre où pousse l'olivier et dont quelques arpents ont rejoint récemment son patrimoine, du côté du Péloponèse. A des conditions sur lesquelles le gouvernement Héllène, dans sa grande délicatesse, a maintenu jusqu'ici le secret le plus absolu.

L'O.l.p au Conseil de l'Europe ?

M. Carl Lidbom, représentant social-démocrate suédois au Conseil de l'Europe proposera à la prochaine session du Conseil qui commence lundi prochain à Strasbourg, d'inviter officiellement une délégation de l'O.l.p à faire un exposé devant l'Assemblée.

Un métro = trois autobus

La R.a.t.p va inaugurer le 1er avril, avec le cérémonial d'usage, la prolongation de la ligne Châtillon-Porte de Clichy. Enfin Clichy sera directement raccordé au métro.

Mais en compensation, les lignes d'autobus n° 54, 139 et 177 seront raccourcies. Une station de métro contre une demi-douzaine d'arrêts d'autobus !

Pour protester contre cette décision, la municipalité de Clichy organise un rassemblement à la Porte de Clichy, mardi 27 janvier à 18 h 30.

Tout feu, tout fuites

Après La Hague (*Riposte* de mardi), Tricastin : trente mille mètres carrés contaminés par de l'uranium sur le sîte de la Cogema à Pierrelate. Et la C.f.d.t, qui l'a révélé, s'étonne du silence observé sur ce nouvel «incident» connu des responsables depuis le 9 janvier.

A La Hague, une manifestation était organisée vendredi à l'appel des organisations de défense de l'environnement. Paul Quilès y a participé pour faire connaître les positions du P.s sur la politique énergétique. Louis Darinot, député-maire socialiste de Cherbourg, fait nommer par le Conseil régional une Commission d'enquête dont il conduit les travaux, et a entrepris une série de consultations auprès des syndicats et des associations concernés.

Pas d'huiles françaises pour le méchoui

A Bruxelles, le règlement communautaire n° 1360-78 s'est occupé de la production d'huile d'olive. En écartant de ses dispositions, les producteurs français de la région Côte d'Azur Corse, dont la récolte est certes faible par rapport à l'Italie et aux espagnols, grecs et portugais à venir. Mais non négligeable pour ceux qui en vivent. Nos ministres de l'Agriculture n'ont pas cru devoir insister et le sénateur Maurice Janetti s'en étonne.

Il estime d'autre part que «l'autolimitation» des importations de viande ovine prévue par le futur règlement communautaire, est une protection illusoire. Il demande que les dispositions en négociation prévoient au moins la déconsolidation des droits, un soutien efficace du marché et une période transitoire pour adapter sans heurt la production et le marché.

Crise du pétrole
Une gestion exemplaire : Elf-Aquitaine

M. Albin Chalandon a présenté jeudi à la presse les résultats financiers de son groupe pour 1979. Le bénéfice net devrait s'établir à un niveau proche de six milliards de francs contre deux milliards l'année précédente.

«Ce grand bond en avant s'explique par la progression des productions d'hydrocarbures (+ 13%) et du fait que les prix à la distribution se sont beaucoup élevés».

Evidemment, les consommateurs, responsables pour l'essentiel du «grand bond en avant», ne sont pas remerciés.

Evidemment, les remerciements sont réservés à Giscard et Barre qui ont fortement contribué au «grand bond en avant» grâce à de multiples «coups de pompe».

Evidemment, les travailleurs du groupe Elf-Aquitaine ne se sont pas aperçus, malgré «des gains importants de productivité», que les chefs du personnel des différentes sociétés avaient entrouvert leurs caisses pour célébrer «le grand bond en avant».

Evidemment, puisque, comme chacun sait, nous vivons une crise du pétrole sans précédent.

Bulle

A tous ceux pour qui les mots «restructuration industrielle» et «multinationales» ne veulent pas dire grand'chose et sont des concepts abstraits, nous livrons ces deux informations :

«Dans le cadre de la restructuration industrielle du groupe, Rhône-Poulenc Textile fermera cet été ses usines de Lyon-Vaise et de Vaulx-en-Velin. Cette décision entraîne la suppression de 1 800 emplois». D'autre part, c'est-à-dire que cette deuxième information n'a aucun rapport avec la première, on apprend de source généralement bien informée qu'un «bureau de liaison Rhône-Poulenc doit prochainement être ouvert en Inde. Un délégué du groupe entrera en fonction à Bombay le 1er juin 1980».

Ceux qui en concluraient qu'il est évidemment plus rentable de faire suer le sari plutôt que la vareuse sont des lecteurs drôlement clairvoyants. Ceux qui en déduiraient qu'il s'agit là d'une des retombées du voyage de Giscard en Inde sont franchement extra-lucides.

RIPOSTE

12 cité Malesherbes, 75009 Paris Tél. : 878.40.73
Télex : 660.582 F
Directeur : Georges Fillioud
Rédaction - Edition :
Gérard Descotils
Administration : Nicole Covillers
Délégué à la Publication : Henri Pradeaux
Numéro de Commission Paritaire : 601.22
Abonnement : 250 F par an
Composition : OFRES **Imprimerie** B.P. - Paris

ABONNEZ-VOUS A «RIPOSTE»

Nom et Prénom .....

Adresse .....

.....

☐ Abonnement à 1 an : 250 F. Date et signature :

☐ Abonnement à 6 mois : 140 F.

Réglement par chèque bancaire ou postal à adresser à :
Riposte - 12, Cité Malesherbes - 75009 Paris.